

AGENCE REUTERS

10:20 08 Dec 2008 RTRS-L'économie sociale plus que jamais tendance avec la crise

par Véronique Tison

PARIS, 8 décembre (Reuters) - Filon d'emplois impossibles à délocaliser, l'économie sociale se veut plus que jamais tendance avec la crise de cet automne qui a mis en avant les excès de la financiarisation du capitalisme.

Ce regain de visibilité, l'Institut de développement de l'économie sociale (IDES) compte bien le trouver à l'occasion de son 25e anniversaire marqué lundi par un colloque à Paris.

L'année 2008 c'est aussi, pour l'IDES, l'arrivée d'un nouveau président en la personne de Hugues Sibille, qui succède à François Soulage nommé président du Secours catholique.

"L'économie sociale est d'une urgente actualité," explique à Reuters le nouveau président, ancien délégué interministériel à l'Economie sociale puis responsable des petites entreprises et de l'économie sociale à la Caisse des Dépôts et Consignations.

"Elle se situe clairement sur le marché mais ses statuts limitent les intérêts du capital et mettent largement les excédents réalisés en réserve. Cela permet de privilégier le long terme", indique-t-il.

Et ces réserves ne peuvent être partagées entre personnes physiques, si bien que les entreprises de l'économie sociale ne sont pas a priori délocalisables et ne peuvent faire l'objet d'OPA. "Voilà pourquoi elles sont des réponses partielles à la crise," ajoute Hugues Sibille.

CENTRÉ SUR L'HOMME

L'économie sociale, centrée sur l'homme et ses besoins plutôt que sur le capital et sa rémunération, puise ses sources dans la première moitié du XXe siècle lorsque chrétiens, libéraux, socialistes, patronat social et syndicats se sont rejoints sur la nécessité de créer un modèle économique positif pour combler les carences du système en vigueur et les insuffisances de l'action publique.

Coopératives, mutuelles et associations se sont alors multipliées mais il a fallu attendre les années 1970 et 1980 pour que l'économie sociale acquière une dimension politique.

Elle est reconnue officiellement avec la création en 1981 de la Délégation interministérielle à l'économie sociale avant de trouver en 1983 des outils nécessaires à son développement : le titre participatif, qui permet d'apporter des fonds propres aux entreprises concernées, et enfin l'IDES.

Créé, sous forme juridique de société anonyme, par l'Etat, les banques de l'économie sociale, les grandes mutuelles et fédérations coopératives, l'Institut de développement de l'économie sociale se présente aujourd'hui comme la première société de capital-risque dédiée à l'économie sociale.

Le principe est simple : il s'agit pour les institutionnels de l'économie sociale - les mutuelles et banques coopératives - d'investir une partie de leurs réserves financières pour financer indirectement d'autres entreprises du secteur.

"L'Institut a pour vocation de soutenir les entreprises et les initiatives qui mettent l'homme au centre de leurs préoccupations," proclame l'IDES.

800.000 ENTREPRISES EN FRANCE

Selon les chiffres de l'institut, l'économie sociale représente plus de deux millions de salariés en France travaillant dans 800.000 entreprises du secteur qui à elles seules créent plus de 10% du produit intérieur brut du pays.

Elles gèrent 90% des services à la personne, 60% des complémentaires santé, 60% des dépôts bancaires, 53% des assurances automobiles, 30% de l'agroalimentaire, 25% de la distribution.

De huit millions d'euros au départ, le capital de l'IDES s'établit en 2008 à près de 30 millions, réparti entre la holding de tête ESFIN (33%), l'État (26%), les grandes banques du secteur coopératif (20%), la Caisse des Dépôts (13 %) et les mutuelles (7%).

En 25 ans d'activité, l'IDES a investi quelque 50 millions d'euros dans 364 entreprises. L'industrie est le secteur le plus fortement financé puisqu'elle représente 30% des encours, suivie par les entreprises oeuvrant dans les services (plus de 25% des encours). Viennent ensuite la distribution (24%), le BTP (17%) et l'agroalimentaire (4%).

L'IDES intervient également dans de nouveaux champs d'action tels que l'environnement, le commerce équitable, la distribution bio, l'insertion, les services de proximité, les technologies de l'information. Et cinq des entreprises actuellement financées par l'institut sont des entreprises d'insertion.

(édité par Yves Clarisse)

((Service Informations générales. Tel 01 49 49 53 37. paris.newsroom@reuters.com.
Reuters Messaging : veronique.tison.reuters.com@reuters.net))